RCS : ALENCON
Code greffe : 6101

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ALENCON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2007 B 00291
Numéro SIREN : 500 972 286
Nom ou dénomination : DYNAES

Ce dépôt a été enregistré le 28/02/2014 sous le numéro de dépôt 534

Duplicata

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ALENCON

81 RUE DU GUE DE SORRE
61000 ALENCON
INFOGREFFE 0 899 70 22 22
INTERNET : www.infogreffe.fr

RECEPISSE DE DEPOT

AFFICHES PARISIENNES
15 rue du Louvre
75038 PARIS CEDEX 01

V/REF :
N/REF : 2007 B 291 / 2014-A-534

Le Greffier du Tribunal de Commerce D'ALENCON certifie qu'il a reçu le 28/02/2014 les actes suivants :

Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire en date du 20/12/2013
- Changement de la dénomination sociale - DYNAES
- Augmentation de capital social sous condition suspensive et contenant rapport du Président
- Nomination de directeur général

Décision(s) du président en date du 31/12/2013

Décision(s) du président en date du 10/01/2014
- Réalisation définitive de l'augmentation de capital social

Statuts mis à jour

Concernant la société

DYNAES
Société par actions simplifiée
Zone Artisanale La Paillerie
61340 Berd Huis

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2014-A-534 le 28/02/2014

R.C.S. ALENCON 500 972 286 (2007 B 291)

Fait à ALENCON le 28/02/2014,

LE GREFFIER

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ALENCON

Papier issu de forêts gérées durablement - FSC - Doc Direct 7924

IB.NTEC
Société par actions simplifiée au capital de 434.200 €
Siège Social : Zone Artisanale La Paillerie – 61340 Berd'huis
RCS Alençon 500 972 286

PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 20 DECEMBRE 2013

L'an deux mil treize,
Et le vingt décembre,
À onze heures,

Les associés de la société IB.NTEC (la « **Société** ») se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire au cabinet Arago, 20, rue Fortuny - 75017 Paris, sur convocation du Président.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance.

Monsieur Bruno DEBOUX préside la séance en sa qualité de Président de la Société.

Monsieur Frédéric BARBAN est appelé aux fonctions de secrétaire de séance.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, permet de constater que les associés présents ou représentés, représentent au moins les deux tiers des actions ayant droit de vote.

En conséquence, l'Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des associés :

- La feuille de présence à l'Assemblée ;
- Les pouvoirs des associés représentés par des mandataires ;
- Les copies des lettres de convocation adressées aux associés ;
- Le rapport du Président ;
- Le projet de statuts ;
- Le texte des projets de résolutions proposées par le Président à l'Assemblée ;

Puis le Président de séance déclare que les rapports du Président, les textes des projets de résolutions proposées ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements ont été tenus à la disposition des associés, au siège social, à compter de la convocation de l'Assemblée et que la Société a fait droit aux demandes de documents qui lui ont été adressées.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Augmentation du capital social en numéraire d'un montant global de 383.760 euros (prime d'émission incluse) par voie d'émission de 164 actions nouvelles de 260 euros de valeur nominale chacune - modalités et conditions de l'augmentation de capital ;
- Suppression du droit préférentiel de souscription au profit de personnes dénommées ;

BD

- Délégation de pouvoir au Président aux fins de constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital visée ci-avant ;
- Projet d'augmentation du capital social au profit des salariés ;
- Changement de dénomination sociale et modification corrélative de l'article 2 des statuts ;
- Nomination d'un Directeur Général ;
- Pouvoirs pour les formalités.

Le Président donne ensuite lecture à l'Assemblée du rapport du Président.

Cette lecture terminée, il déclare la discussion ouverte.

Un débat s'instaure puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Président et constatant que le capital social est entièrement libéré, décide, sous la condition de l'adoption de la deuxième résolution relative à la suppression du droit préférentiel de souscription, d'augmenter le capital d'un montant nominal de 42.640 euros pour le porter de 434.200 euros à 476.840 euros par émission de 164 actions nouvelles au prix d'émission de 2.340 euros par action, à libérer exclusivement en numéraire.

Les actions nouvelles seront libérées en totalité lors de la souscription. Le montant de la prime d'émission sera inscrit à un compte spécial de réserves, « Prime d'émission », sur lequel porteront les droits de tous les associés.

Les souscriptions et les versements seront reçus au siège social ou par virement sur le compte bancaire de la Société au plus tard le 31 décembre 2013, la période de souscription pouvant être close par anticipation dès la souscription de la totalité des actions nouvelles.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront déposés dès leur réception à la Banque BNP Paribas, agence de Nogent le Rotrou.

Toutefois, le délai de souscription sera clos par anticipation dès lors que toutes les actions auront été souscrites par les bénéficiaires de l'augmentation de capital réservée.

Les actions nouvelles qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Président, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés et de réserver la souscription des 164 actions nouvelles à :

- Monsieur Gérard OLIVIER,
  Né le 25 octobre 1946 et
  Demeurant 127 rue de la Rianderie - 59700 Marcq en Baroeul,
  A concurrence de 9 actions à souscrire en nom propre et 13 actions à souscrire dans le cadre de son PEA ;

BD

- Monsieur Etienne REQUIN,
  Né le 13 décembre 1960 et
  Demeurant 1 allée du bois Saint Gervais – 76310 Mont-Saint-Aignan,
  A concurrence de 32 actions à souscrire dans le cadre de son PEA ;

- Monsieur Alain POCHON,
  Né le né le 5 janvier 1947 et
  Demeurant, 18 rue des Guerets – 76310 Mont-Saint-Aignan,
  A concurrence de 11 actions à souscrire en nom propre ;

- Monsieur Aldric BONIFACE,
  Demeurant 20, rue Raymond Aron – 76310 Mont-Saint-Aignan,
  A concurrence de 5 actions à souscrire en nom propre ;

- L'EURL La Malle Poste,
  Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée au capital de 304,90 euros,
  Ayant son siège social 20 rue Raymond Aron – 76310 Mont Saint Aignan et Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Rouen sous le numéro 353 150 923,
  A concurrence de 5 actions à souscrire en nom propre ;

- Monsieur Alain ROMAN,
  Né le 27 mai 1948,
  Demeurant, 170 avenue Gallieni - 76310 Mont-Saint-Aignan,
  A concurrence de 9 actions à souscrire en nom propre et 8 actions à souscrire dans le cadre de son PEA ;

- Monsieur Michel LAURENCE,
  Né le 22 novembre 1945,
  Demeurant 32, rue de la Mésange, 76420 Bihorel,
  A concurrence de 9 actions à souscrire en nom propre ;

- Monsieur Jean-Luc RAIMBAULT,
  Né le 22 juillet 1966,
  Demeurant Immeuble les Bleuets, 12, avenue Francis Bouet - 49300 Cholet,
  A concurrence de 22 actions à souscrire dans le cadre de son PEA ;

- Monsieur Eric BALIAN,
  Né le 13 mai 1969,
  Demeurant 8 rue Jules Parents 92500 Rueil Malmaison,
  A concurrence de 9 actions à souscrire dans le cadre de son PEA ;

- Monsieur Pierre-Alain LOPEZ,
  Né le 25 octobre 1946,
  Demeurant 127 rue de la Rianderie - 59700 Marcq en Baroeul,
  A concurrence de 4 actions à souscrire dans le cadre de son PEA ;

- La société KLEVER INVEST,
  Société par actions simplifiée à Associé Unique au capital de 3.000 euros,
  Ayant son siège social 9 avenue du Connétable - 44500 La Baule et

BP

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Saint-Nazaire sous le numéro 791 681 331,
A concurrence de 3 actions à souscrire en nom propre ;

- Monsieur Robert ROEDER,
  Né le 27 septembre 1964 à North Platte, Nebraska (USA)
  Demeurant au 3 rue Samuel Constant, 1201 Genève, Suisse
  A concurrence de 14 actions à souscrire en nom propre ;

- Monsieur Grégoire MARCHETEAU,
  Né le 2 février 1985,
  Demeurant, Piso 4 ext izq, Calle Santa Lucía, 3, 28004 Madrid (Espagne),
  A concurrence de 11 actions à souscrire en nom propre ;

Nombre total d'actions à émettre : 164 actions.

L'Assemblée Générale, sous réserve de la réalisation définitive de l'augmentation de capital, agrée expressément en tant que de besoins l'ensemble des personnes visées ci-avant, en qualité de nouveaux associés de la Société.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption des première et deuxième résolutions précédentes, l'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Président pour procéder à la réalisation matérielle de l'augmentation de capital susvisée qui résultera de la souscription des actions et notamment :

- recueillir la souscription aux actions et le versement y afférent ;
- procéder au dépôt de ces fonds à la banque ;
- proroger le cas échéant la période de souscription ;
- procéder à la clôture anticipée de la souscription si l'augmentation de capital est entièrement souscrite ou proroger sa date, le cas échéant ;
- obtenir le certificat de la part de la Banque attestant la libération et la réalisation de l'augmentation de capital procéder au retrait des fonds après la réalisation de l'augmentation de capital ;
- accomplir, directement ou par mandataire, tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive l'augmentation de capital ;
- procéder à la modification corrélative des articles 7 et 8 des statuts pour faire mention de la réalisation de l'augmentation de capital ;
- et plus généralement, prendre toutes mesures nécessaires.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport du Président ;

décide de réserver aux salariés de la Société une augmentation de capital, aux conditions prévues à l'article L. 225-129-6 du code de commerce et de l'article L. 3332-18 du code du travail.

BD

En conséquence, l'Assemblée Générale :

autorise le Président et lui délègue sa compétence, dans un délai maximum de 18 mois à compter de la réunion de l'Assemblée, de procéder à une augmentation de capital d'un montant nominal maximum de 10.000 euros, en une ou plusieurs fois, par émission d'actions ordinaires réservées aux salariés adhérant audit plan d'épargne d'entreprise, et réalisée conformément aux dispositions de l'article L. 3332-18 du code du travail ;

décide en conséquence de supprimer au profit des salariés de la Société le droit préférentiel de souscription des actionnaires auxdites actions nouvelles ordinaires.

Le prix d'émission des actions émises sur le fondement de la présente autorisation sera fixé par le Président conformément aux dispositions de l'article L. 3332-20 du code du travail.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Président pour mettre en œuvre la présente délégation et la réalisation de l'augmentation de capital et à cet effet :

- fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et leur date de jouissance ;
- fixer, dans les limites légales, les conditions de l'émission des actions nouvelles ainsi que les délais accordés aux salariés pour l'exercice de leurs droits et les délais et modalités de libération des actions nouvelles ;
- constater la réalisation de l'augmentation de capital à concurrence des actions souscrites et procéder aux modifications corrélatives des statuts ; et
- procéder à toutes les opérations et formalités rendues nécessaires par la réalisation de l'augmentation de capital.

Cette résolution, mise aux voix, est rejetée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Président, décide d'adopter « DYNAES » comme nouvelle dénomination sociale de la Société à compter de ce jour.

En conséquence, l'article 2 « Dénomination sociale » des statuts de la Société sera modifiée comme suit :

« ***ARTICLE 2 - Dénomination sociale***

La dénomination sociale de la Société est : DYNAES.

Sur tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du capital social. »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

BD

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Président, décide de nommer en qualité de Directeur Général à compter de ce jour et pour une durée indéterminée :

- **Monsieur Frédéric BARBAN,**
  Né le 13 septembre 1976 à Senlis (60),
  De nationalité française et demeurant 13, rue de la Glacière – 75013 Paris.

Monsieur Frédéric BARBAN assistera le Président de la Société et exercera son mandat dans la limite de l'objet social conformément aux dispositions statutaires et légales applicables et sous réserves des pouvoirs attribués aux associés.

Monsieur Frédéric BARBAN, présent et intervenant aux présentes déclare accepter le mandat qui lui est confié, et précise qu'il n'est frappé d'aucune incapacité ou interdiction susceptible de lui interdire d'exercer ce mandat.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

* * *

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Bon pour acceptation de mes fonctions de Directeur Général d'IB.NTEC

Bruno DEBOUX
Président de Séance

Frédéric BARBAN*
Secrétaire de Séance

* Faire précéder la signature de la mention manuscrite : *« Bon pour acceptation de mes fonctions de Directeur Général d'IB.NTEC ».*

IB.NTEC
Société par actions simplifiée au capital de 434.200 €
Siège Social : Zone Artisanale La Paillerie – 61340 Berd'huis
RCS Alençon 500 972 286

RAPPORT DU PRESIDENT

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 20 DECEMBRE 2013

Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Extraordinaire afin de vous soumettre à votre approbation les résolutions portant sur l'ordre du jour suivant :

- Augmentation du capital social en numéraire d'un montant global de 383.760 euros (prime d'émission incluse) par voie d'émission de 164 actions nouvelles de 260 euros de valeur nominale chacune - modalités et conditions de l'augmentation de capital ;
- Suppression du droit préférentiel de souscription au profit de personnes dénommées ;
- Délégation de pouvoir au Président aux fins de constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital visée ci-avant ;
- Projet d'augmentation du capital social au profit des salariés ;
- Changement de dénomination sociale et modification corrélative de l'article 2 des statuts ;
- Nomination d'un Directeur Général ;
- Pouvoirs pour les formalités.

I. Augmentation du capital social en numéraire d'un montant global de 383.760 euros, prime d'émission incluse, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de personnes dénommées

Nous souhaiterions soumettre à votre approbation une augmentation de capital de la Société d'un montant nominal de 42.640 euros, pour le porter de 434.200 euros à 476.840 euros, par voie d'émission de 164 actions nouvelles de 260 euros de valeur nominal chacune, émises au prix de 2.340 euros par action, prime d'émission incluse, soit une augmentation du capital globale de 383.760 euros (prime d'émission incluse).

Cette augmentation de capital serait à libérer exclusivement en numéraire.

Cette augmentation de capital aurait pour objet de financer les besoins de trésorerie à moyen terme de la Société et de contribuer au renforcement de ses fonds propres.

Pour les besoins de la bonne fin de cette augmentation de capital, elle serait réservée en totalité à aux personnes suivantes, lesquelles ont déjà manifesté leur intention de souscrire à ladite augmentation de capital de la Société afin de participer à son refinancement :

- Monsieur Gérard OLIVIER,
  Né le 25 octobre 1946 et
  Demeurant 127 rue de la Rianderie - 59700 Marcq en Baroeul,
  A concurrence de 9 actions à souscrire en nom propre et 13 actions à souscrire dans le cadre de son PEA ;

- Monsieur Etienne REQUIN,
  Né le 13 décembre 1960 et
  Demeurant 1 allée du bois Saint Gervais – 76310 Mont-Saint-Aignan,
  A concurrence de 32 actions à souscrire dans le cadre de son PEA ;

- Monsieur Alain POCHON,
  Né le né le 5 janvier 1947 et
  Demeurant, 18 rue des Guerets – 76310 Mont-Saint-Aignan,
  A concurrence de 11 actions à souscrire en nom propre ;

- Monsieur Aldric BONIFACE,
  Demeurant 20, rue Raymond Aron – 76310 Mont-Saint-Aignan,
  A concurrence de 5 actions à souscrire en nom propre ;

- L'EURL La Malle Poste,
  Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée au capital de 304,90 euros,
  Ayant son siège social 20 rue Raymond Aron – 76310 Mont Saint Aignan et Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Rouen sous le numéro 353 150 923,
  A concurrence de 5 actions à souscrire en nom propre ;

- Monsieur Alain ROMAN,
  Né le 27 mai 1948,
  Demeurant, 170 avenue Gallieni - 76310 Mont-Saint-Aignan,
  A concurrence de 9 actions à souscrire en nom propre et 8 actions à souscrire dans le cadre de son PEA ;

- Monsieur Michel LAURENCE,
  Né le 22 novembre 1945,
  Demeurant 32, rue de la Mésange, 76420 Bihorel,
  A concurrence de 9 actions à souscrire en nom propre ;

- Monsieur Jean-Luc RAIMBAULT,
  Né le 22 juillet 1966,
  Demeurant Immeuble les Bleuets, 12, avenue Francis Bouet - 49300 Cholet,
  A concurrence de 22 actions à souscrire dans le cadre de son PEA ;

- Monsieur Eric BALIAN,
  Né le 13 mai 1969,
  Demeurant 8 rue Jules Parents 92500 Rueil Malmaison,
  A concurrence de 9 actions à souscrire dans le cadre de son PEA ;

- Monsieur Pierre-Alain LOPEZ,
  Né le 25 octobre 1946,
  Demeurant 127 rue de la Rianderie - 59700 Marcq en Baroeul,
  A concurrence de 4 actions à souscrire dans le cadre de son PEA ;

- La société KLEVER INVEST,
  Société par actions simplifiée à Associé Unique au capital de 3.000 euros,
  Ayant son siège social 9 avenue du Connétable - 44500 La Baule et
  Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Saint-Nazaire sous le numéro 791 681 331,

BD

A concurrence de 3 actions à souscrire en nom propre ;

- Monsieur Robert ROEDER,
  Né le 27 septembre 1964 à North Platte, Nebraska (USA)
  Demeurant au 3 rue Samuel Constant, 1201 Genève, Suisse
  A concurrence de 14 actions à souscrire en nom propre ;

- Monsieur Grégoire MARCHETEAU,
  Né le 2 février 1985,
  Demeurant, Piso 4 ext izq, Calle Santa Lucía, 3, 28004 Madrid (Espagne),
  A concurrence de 11 actions à souscrire en nom propre ;

Nombre total d'actions à émettre : 164 actions.

Nous vous demanderons également d'agréer ces personnes en qualité de nouveaux associés de la Société.

Les actions nouvelles seront libérées en totalité lors de la souscription. Le montant de la prime d'émission sera inscrit à un compte spécial de réserves, « Prime d'émission », sur lequel porteront les droits de tous les associés.

Les souscriptions et les versements seront reçus au siège social ou par virement sur le compte bancaire de la Société au plus tard le 31 décembre 2013, la période de souscription pouvant être close par anticipation dès la souscription de la totalité des actions nouvelles.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront déposés dès leur réception à la banque BNP Paribas, agence de Nogent le Rotrou.

Les actions nouvelles qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

L'augmentation de capital qui vous est proposée se traduirait par un accroissement des capitaux propres à hauteur de 383.760 euros pour un nouveau capital de 476.840 euros divisé en 1.834 actions, d'une valeur nominale de 260 euros chacune.

Pour répondre aux exigences de la loi, vous trouverez ci-après en **Annexe 1** l'indication de l'effet dilutif qui résulterait de l'émission des actions prévues aux présentes, ainsi que la variation de la quote-part des capitaux propres par action. Cette annexe est préparée sur la base de la situation comptable de la Société au 31 juillet 2013, date de la dernière augmentation de capital réalisée par la Société.

II. Projet d'augmentation du capital social au profit des salariés

En conséquence de la proposition qui précède, et pour se conformer aux dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, vous aurez également à vous prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital effectuée dans les conditions de l'article L. 443-5 du Code du travail.

Nous rappelons que ce projet de résolution est présenté pour se conformer à la loi, mais que nous souhaitons le voir rejeter, considérant cette ouverture du capital inadaptée à la situation de la Société.

BD

III. Changement de dénomination sociale en DYNAES

Nous souhaiterions vous proposer lors de cette assemblée de modifier la dénomination sociale de la Société en DYNAES. Cette proposition si elle vous agrée, impliquera la modification de l'article 2 des statuts de la Société.

Le nom IBNTEC serait conservé à titre commercial par la Société.

IV. Nomination d'un Directeur Général

Enfin, nous vous proposerons la nomination d'un Directeur Général qui viendra assister le Président de la Société dans la gestion et le développement de l'activité de la Société.

Il vous sera soumis la candidature de M. Frédéric BARBAN, associé fondateur de la Société, lequel connaissant parfaitement l'historique et l'activité de la Société, pourra efficacement épauler le Président.

***

Les projets de résolutions qui vous sont présentés reprennent les principaux points de ce rapport, nous vous remercions de bien vouloir les approuver et de faire confiance à votre Président pour toutes décisions à prendre concernant les modalités d'exécution de cette opération.

Berd'huis, le 5 décembre 2013.

Le Président



	Nombre d'actions au 20 décembre 2013	Nombre d'actions émises sans DPS à l'occasion de la présente Assemblée
Nombre d'actions émises	–	176 actions
Valeur nominale d'émission	–	45.760 euros
Nombre d'actions total	1.670	1.846
Souscription de l'émission, prime d'émission comprise	–	411.840 euros
Capitaux propres[1]	841.176 euros	1.253.016 euros
Capitaux propres par action	503,69 euros	678,77 euros

BD

[1] Post augmentation de capital du 31 juillet 2013.

DYNAES
Société par actions simplifiée au capital de 434.200 €
Siège Social : Zone Artisanale La Paillerie – 61340 Berd'huis
RCS Alençon 500 972 286

PROCES-VERBAL DE DECISIONS DU PRESIDENT

DU 31 DECEMBRE 2013

L'an deux mil treize,
Et le trente et un décembre,

Le Président, Monsieur Bruno DEBOUX, demeurant 1363, quai Marcel Dassault - 92210 Saint Cloud,

A pris la décision unique suivante :

- Prorogation du délai de souscription à l'augmentation de capital en numéraire décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 2013 ;

Le Président rappelle que :

- Par décision en date du 20 décembre 2013, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés a décidé une augmentation de capital en numéraire d'un montant global de 383.760 euros, prime d'émission incluse, par émission de 164 actions nouvelles de la Société, de 260 euros de valeur nominale ;

- L'augmentation de capital devait être réalisée avec suppression du droit préférentiel de souscription au bénéfice des personnes suivantes :

- Monsieur Gérard OLIVIER,
  Né le 25 octobre 1946 et
  Demeurant 127 rue de la Rianderie - 59700 Marcq en Baroeul,
  A concurrence de 9 actions à souscrire en nom propre et 13 actions à souscrire dans le cadre de son PEA ;

- Monsieur Etienne REQUIN,
  Né le 13 décembre 1960 et
  Demeurant 1 allée du bois Saint Gervais – 76310 Mont-Saint-Aignan,
  A concurrence de 32 actions à souscrire dans le cadre de son PEA ;

- Monsieur Alain POCHON,
  Né le né le 5 janvier 1947 et
  Demeurant, 18 rue des Guerets – 76310 Mont-Saint-Aignan,
  A concurrence de 11 actions à souscrire en nom propre ;

- Monsieur Aldric BONIFACE,
  Demeurant 20, rue Raymond Aron – 76310 Mont-Saint-Aignan,
  A concurrence de 5 actions à souscrire en nom propre ;

- L'EURL La Malle Poste,
  Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée au capital de 304,90 euros,

BD

Ayant son siège social 20 rue Raymond Aron – 76310 Mont Saint Aignan et Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Rouen sous le numéro 353 150 923,
A concurrence de 5 actions à souscrire en nom propre ;

- Monsieur Alain ROMAN,
  Né le 27 mai 1948,
  Demeurant, 170 avenue Gallieni - 76310 Mont-Saint-Aignan,
  A concurrence de 9 actions à souscrire en nom propre et 8 actions à souscrire dans le cadre de son PEA ;

- Monsieur Michel LAURENCE,
  Né le 22 novembre 1945,
  Demeurant 32, rue de la Mésange, 76420 Bihorel,
  A concurrence de 9 actions à souscrire en nom propre ;

- Monsieur Jean-Luc RAIMBAULT,
  Né le 22 juillet 1966,
  Demeurant Immeuble les Bleuets, 12, avenue Francis Bouet - 49300 Cholet,
  A concurrence de 22 actions à souscrire dans le cadre de son PEA ;

- Monsieur Eric BALIAN,
  Né le 13 mai 1969,
  Demeurant 8 rue Jules Parents 92500 Rueil Malmaison,
  A concurrence de 9 actions à souscrire dans le cadre de son PEA ;

- Monsieur Pierre-Alain LOPEZ,
  Né le 25 octobre 1946,
  Demeurant 127 rue de la Rianderie - 59700 Marcq en Baroeul,
  A concurrence de 4 actions à souscrire dans le cadre de son PEA ;

- La société KLEVER INVEST,
  Société par actions simplifiée à Associé Unique au capital de 3.000 euros,
  Ayant son siège social 9 avenue du Connétable - 44500 La Baule et
  Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Saint-Nazaire sous le numéro 791 681 331,
  A concurrence de 3 actions à souscrire en nom propre ;

- Monsieur Robert ROEDER,
  Né le 27 septembre 1964 à North Platte, Nebraska (USA)
  Demeurant au 3 rue Samuel Constant, 1201 Genève, Suisse
  A concurrence de 14 actions à souscrire en nom propre ;

- Monsieur Grégoire MARCHETEAU,
  Né le 2 février 1985,
  Demeurant, Piso 4 ext izq, Calle Santa Lucía, 3, 28004 Madrid (Espagne),
  A concurrence de 11 actions à souscrire en nom propre ;

Nombre total d'actions à émettre : 164 actions.

- Les actions nouvelles pouvaient être libérées en numéraire ;

- Elles devaient être libérées en totalité de la valeur nominale et de la prime d'émission lors de la souscription ; la souscription aux 164 actions et la libération correspondante devaient être reçues au siège social ou par virement sur le compte de la Société au plus tard le 31 décembre 2013 ;

BP

- L'Assemblée Générale avait également donné tous pouvoirs au Président pour procéder à la réalisation matérielle de l'augmentation de capital et notamment, l'avait autorisé le cas échéant à en proroger le délai de souscription (3e résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 2013).

L'ensemble des souscripteurs n'ayant pu libérer leur souscription dans les délais impartis, le Président usant des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 2013, décide de proroger le délai de souscription.

initialement arrêté au 31 décembre 2013 jusqu'au 15 janvier 2014 inclus.

LE PRESIDENT ADOPTE AINSI LA DECISION UNIQUE SUIVANTE :

Le Président, au vu des souscriptions déjà reçues et usant des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 2013, décide de proroger le délai de souscription, initialement arrêté au 31 décembre 2013 jusqu'au 15 janvier 2014 inclus.

***

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par le Président et consigné au registre prévu par la loi.

Le Président
Bruno DEBOUX

DYNAES
Société par actions simplifiée au capital de 434.200 €
Siège Social : Zone Artisanale La Paillerie – 61340 Berd'huis
RCS Alençon 500 972 286

PROCES-VERBAL DE DECISIONS DU PRESIDENT

DU 10 JANVIER 2014

L'an deux mil quatorze,
Et le dix janvier,

Le Président, Monsieur Bruno DEBOUX, demeurant 1363, quai Marcel Dassault - 92210 Saint Cloud,

A pris les décisions relatives à l'ordre du jour suivant :

- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 2013 ;

- Modification corrélative des statuts.

Le Président rappelle que :

- Par décision en date du 20 décembre 2013, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés a décidé une augmentation de capital en numéraire d'un montant global de 383.760 euros, prime d'émission incluse, par émission de 164 actions nouvelles de la Société, de 260 euros de valeur nominale ;

- L'augmentation de capital devait être réalisée avec suppression du droit préférentiel de souscription au bénéfice des personnes suivantes :

• Monsieur Gérard OLIVIER,
Né le 25 octobre 1946 et
Demeurant 127 rue de la Rianderie - 59700 Marcq en Baroeul,
A concurrence de 9 actions à souscrire en nom propre et 13 actions à souscrire dans le cadre de son PEA ;

• Monsieur Etienne REQUIN,
Né le 13 décembre 1960 et
Demeurant 1 allée du bois Saint Gervais – 76310 Mont-Saint-Aignan,
A concurrence de 32 actions à souscrire dans le cadre de son PEA ;

• Monsieur Alain POCHON,
Né le né le 5 janvier 1947 et
Demeurant, 18 rue des Guerets – 76310 Mont-Saint-Aignan,
A concurrence de 11 actions à souscrire en nom propre ;

• Monsieur Aldric BONIFACE,
Demeurant 20, rue Raymond Aron – 76310 Mont-Saint-Aignan,
A concurrence de 5 actions à souscrire en nom propre ;

• L'EURL La Malle Poste,
Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée au capital de 304,90 euros,

BD

Ayant son siège social 20 rue Raymond Aron – 76310 Mont Saint Aignan et Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Rouen sous le numéro 353 150 923,
A concurrence de 5 actions à souscrire en nom propre ;

- Monsieur Alain ROMAN,
  Né le 27 mai 1948,
  Demeurant, 170 avenue Gallieni - 76310 Mont-Saint-Aignan,
  A concurrence de 9 actions à souscrire en nom propre et 8 actions à souscrire dans le cadre de son PEA ;

- Monsieur Michel LAURENCE,
  Né le 22 novembre 1945,
  Demeurant 32, rue de la Mésange, 76420 Bihorel,
  A concurrence de 9 actions à souscrire en nom propre ;

- Monsieur Jean-Luc RAIMBAULT,
  Né le 22 juillet 1966,
  Demeurant Immeuble les Bleuets, 12, avenue Francis Bouet - 49300 Cholet,
  A concurrence de 22 actions à souscrire dans le cadre de son PEA ;

- Monsieur Eric BALIAN,
  Né le 13 mai 1969,
  Demeurant 8 rue Jules Parents 92500 Rueil Malmaison,
  A concurrence de 9 actions à souscrire dans le cadre de son PEA ;

- Monsieur Pierre-Alain LOPEZ,
  Né le 25 octobre 1946,
  Demeurant 127 rue de la Rianderie - 59700 Marcq en Baroeul,
  A concurrence de 4 actions à souscrire dans le cadre de son PEA ;

- La société KLEVER INVEST,
  Société par actions simplifiée à Associé Unique au capital de 3.000 euros,
  Ayant son siège social 9 avenue du Connétable - 44500 La Baule et
  Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Saint-Nazaire sous le numéro 791 681 331,
  A concurrence de 3 actions à souscrire en nom propre ;

- Monsieur Robert ROEDER,
  Né le 27 septembre 1964 à North Platte, Nebraska (USA)
  Demeurant au 3 rue Samuel Constant, 1201 Genève, Suisse
  A concurrence de 14 actions à souscrire en nom propre ;

- Monsieur Grégoire MARCHETEAU,
  Né le 2 février 1985,
  Demeurant, Piso 4 ext izq, Calle Santa Lucía, 3, 28004 Madrid (Espagne),
  A concurrence de 11 actions à souscrire en nom propre ;

Nombre total d'actions à émettre : 164 actions.

- Les actions nouvelles pouvaient être libérées en numéraire ;

- Elles devaient être libérées en totalité de la valeur nominale et de la prime d'émission lors de la souscription ; la souscription aux 164 actions et la libération correspondante devaient être reçues au siège social ou par virement sur le compte de la Société au plus tard le 15 janvier 2014 (délai de souscription prorogé par décisions du Président en date du 31 décembre 2013, sur autorisation de l'Assemblée Générale du 20 décembre 2013) ;

- Les fonds versés à l'appui des souscriptions devaient ensuite être déposés dans les huit jours de leur réception à la Banque BNP Paribas, agence de Nogent le Rotrou.

L'Assemblée Générale a donné tous pouvoirs au Président pour procéder à la réalisation matérielle de l'augmentation de capital, recueillir les souscriptions et les versements et prendre toutes mesures pour parvenir à la réalisation définitive de cette augmentation de capital.

Puis le Président indique que les 164 actions nouvelles composant l'augmentation de capital ont été intégralement souscrites et libérées des versements exigibles en conformité aux conditions de l'émission, par versement en numéraire sur le compte augmentation de capital de la Société ouvert à la banque BNP Paribas, agence de Nogent le Rotrou, suivant attestation de ladite banque délivrée ce jour, soit pour un montant global de 383.760 euros, correspondant au montant total de l'augmentation de capital.

En conséquence, usant des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 2013, le Président propose de clôturer par anticipation la période de souscription et de constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital et la modification corrélative des statuts.

LE PRESIDENT ADOPTE AINSI LES DECISIONS SUIVANTES :

Le Président, au vu des pièces et documents présentés, constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital de 383.760 euros, prime d'émission comprise, décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 2013.

Le Président décide, en conséquence, de modifier corrélativement les statuts.

Il est ajouté le paragraphe suivant à l'article 7 « Apports » :

« ARTICLE 7 – Apports

(...)

Aux termes des décisions du Président du 10 janvier 2014, sur délégation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 2013, il a été procédé à une augmentation de capital d'un montant nominal de 42.640 euros, par émission corrélative de 164 actions de 260 euros de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission globale de 341.120 euros. Ladite augmentation de capital a été souscrite en totalité, prime d'émission comprise. »

L'article 8 « Capital social » est désormais rédigé comme suit :

« ***ARTICLE 8- Capital social***

Le capital social est fixé à la somme de quatre-cent soixante seize mille huit cent quarante (476.840) euros divisé en mille huit cent trente quatre (1.834) actions de deux cent soixante (260) euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées et de même catégorie. »

***

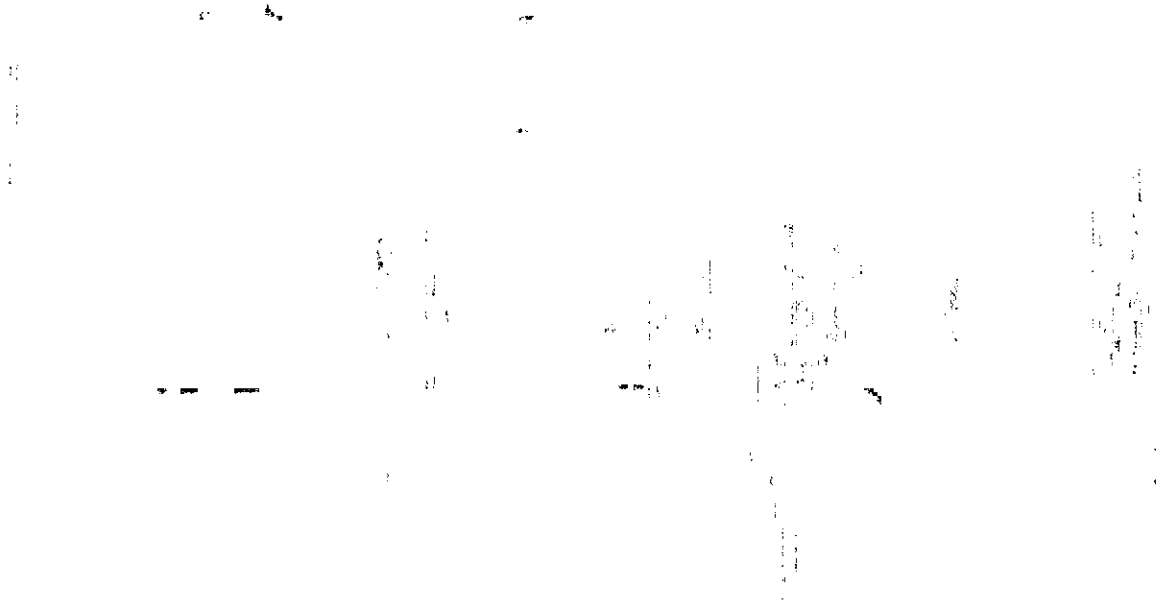
30

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par le Président et consigné au registre prévu par la loi.

Le Président
Bruno DEBOUX

Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES D'ALENCON
Le 21/02/2014 Bordereau n°2014/248 Case n°6 Ext 867
Enregistrement : 500 € Pénalités : 50 €
Total liquidé : cinq cent cinquante euros
Montant reçu : cinq cent cinquante euros
L'Inspectrice des finances publiques

Muriel MUR
Inspectrice
des Finances Publiques



DYNAES

Société par actions simplifiée au capital de 476.840 €
Siège Social : Zone Artisanale La Paillerie – 61340 Berd'huis
RCS Alençon 500 972 286

STATUTS

MIS A JOUR LE 10 JANVIER 2014

80

TITRE PREMIER
FORME - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE - OBJET - DUREE - EXERCICE SOCIAL

ARTICLE 1 – Forme

La Société a été constituée sous la forme d'une Société à responsabilité limitée aux termes d'un acte sous seing privé en date du 5 novembre 2007 à Saint Cyr la Rosière, enregistré au SIE Paris 3e arrondissement le 7 novembre 2007.

Elle a été transformée en Société par Actions Simplifiée suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 28 octobre 2010, statuant à l'unanimité.

La Société continue d'exister entre les propriétaires des titres existants et de ceux qui seraient créés ultérieurement.

Elle est régie par les lois et les règlements en vigueur, notamment par le Livre deuxième Titre II du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts. Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée.

ARTICLE 2 - Dénomination sociale

La dénomination sociale de la Société est : **DYNAES**.

Sur tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - Siège social

Le siège social reste fixé :

Zone Artisanale la Paillerie – 61340 Berd'huis.

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du Président, sous réserve de ratification par la plus proche décision collective des associés, et en tout autre lieu suivant décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 4 - Objet

La Société continue d'avoir pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- la recherche, le développement, la fabrication et la commercialisation de tous procédés mécaniques dans le domaine des systèmes thermodynamiques ou autre ;

- l'installation de pompes à chaleur et de tous autres systèmes thermodynamiques ;

BD

- la participation de la Société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance ; exploitation de tous brevets ou marques ;

- et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.

ARTICLE 5 – Durée

La durée de la Société reste fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

ARTICLE 6 - Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

TITRE II
APPORTS - CAPITAL - FORME DES ACTIONS – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 7 - Apports

Lors de la constitution de la Société, il a été effectué les apports suivants :

Monsieur Gilles Castelain,
apporte à la Société la somme de quatre cent trente huit euros,.....ci, 438 euros.

Monsieur Frédéric Barban,
apporte à la Société la somme de quatre cent trente huit euros,.....ci, 438 euros.

Monsieur Nicolas Lecocq,
apporte à la Société la somme de cent dix neuf euros,.....ci, 119 euros.

Monsieur Michel Petrovski,
apporte à la Société la somme de cinq euros,.....ci, 5 euros.

Lesdits apports correspondant à mille (1.000) parts sociales d'un (1) euro chacune, souscrites en totalité et entièrement libérées.

La somme de mille (1.000) euros a été déposée au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation auprès de la banque BNP Paribas de Nogent le Rotrou.

BD

Il a été apporté au capital de la Société lors de l'augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 décembre 2007, une somme en numéraire de quarante mille (40.000) euros, à concurrence de soixante (60) euros en nominal et trente neuf mille neuf cent quarante (39.940) euros en prime d'émission.

Il a été apporté au capital de la Société lors de l'augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 avril 2008, une somme en numéraire de quarante quatre mille euros, à concurrence de soixante six (66) euros en nominal et quarante trois mille neuf cent trente quatre (43.934) euros en prime d'émission.

Aux termes de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 2 avril 2008, le capital social a ensuite été augmenté d'une somme de 79.946 euros pour être porté de 1.126 euros à 81.072 euros, par incorporation directe de pareille somme prélevée sur le compte « Prime d'émission » et élévation corrélative de la valeur nominale des parts.

Il a été apporté au capital de la Société lors de l'augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 août 2008, une somme en numéraire de 150.000 euros, à concurrence de 10.800 euros en nominal et 139.200 euros en prime d'émission.

Il a été apporté au capital de la Société lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale mixte du 23 avril 2010, une somme de 5.328 euros en nominal et 110.704 euros en prime d'émission.

Aux termes d'une assemblée générale mixte en date du 23 avril 2010, le capital social a ensuite été augmenté d'une somme de 253.800 euros par incorporation de pareille somme prélevée sur le compte prime d'émission.

Il a été apporté au capital de la Société lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 15 juin 2010, une somme de 9.880 euros en nominal et 76.000 euros en prime d'émission.

Il a été apporté au capital de la Société lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 29 avril 2011, une somme de 10.400 euros en nominal et 80.000 euros en prime d'émission.

Aux termes des décisions du Président du 2 août 2012, sur délégation de l'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2012, il a été procédé à une augmentation de capital d'un montant nominal de 16.640 euros, par émission corrélative de 64 actions de 260 euros de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission globale de 133.120 euros. Ladite augmentation de capital a été souscrite en totalité, prime d'émission comprise.

Aux termes des décisions du Président du 8 décembre 2012, sur délégation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 novembre 2012, il a été procédé à une augmentation de capital d'un montant nominal de 4.940 euros, par émission corrélative de 19 actions de 260 euros de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission globale de 39.520 euros. Ladite augmentation de capital a été souscrite en totalité, prime d'émission comprise.

Aux termes des délibérations de l'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2013, il a été procédé à une augmentation de capital d'un montant nominal de 2.860 euros, par émission corrélative de 11 actions de 260 euros de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission globale de 22.880 euros. Ladite augmentation de capital a été souscrite en totalité, prime d'émission comprise.

BP

Aux termes des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 14 juin 2013, il a été procédé à une augmentation de capital d'un montant nominal de 5.720 euros, par émission corrélative de 22 actions de 260 euros de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission globale de 45.620 euros. Ladite augmentation de capital a été souscrite en totalité, prime d'émission comprise.

Aux termes des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 juillet 2013, il a été procédé à une augmentation de capital d'un montant nominal de 32.760 euros, par émission corrélative de 126 actions de 260 euros de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission globale de 262.080 euros. Ladite augmentation de capital a été souscrite en totalité, prime d'émission comprise.

Aux termes des décisions du Président du 10 janvier 2014, sur délégation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 2013, il a été procédé à une augmentation de capital d'un montant nominal de 42.640 euros, par émission corrélative de 164 actions de 260 euros de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission globale de 341.120 euros. Ladite augmentation de capital a été souscrite en totalité, prime d'émission comprise.

ARTICLE 8- Capital social

Le capital social est fixé à la somme de quatre-cent soixante seize mille huit cent quarante (476.840) euros divisé en mille huit cent trente quatre (1.834) actions de deux cent soixante (260) euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées et de même catégorie.

ARTICLE 9 - Comptes courants

Les associés peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en « Comptes courants ».

Les conditions et modalités de ces avances sont déterminées d'accord commun entre l'associé intéressé et le Président. Elles sont, le cas échéant, soumises à la procédure d'autorisation et de contrôle prévue par la loi.

ARTICLE 10 - Modifications du capital social

1- Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

BP

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

2- Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

3- En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

4 - Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

TITRE III - ACTIONS

ARTICLE 11 - Indivisibilité des actions – Usufruit

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 - Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier pour les décisions relatives à l'approbation des comptes et à la distribution de dividendes et au nu-propriétaire pour les autres décisions. Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de La Poste faisant foi de la date d'expédition.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les assemblées générales.

ARTICLE 12 - Droits et obligations attachés aux actions

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2 - Les actionnaires ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

3 - Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentant d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation.

BD

Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

4 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction du capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires.

5 - Les actions ayant une valeur nominale inférieure ou égale à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat peuvent être regroupées. Ces regroupements sont décidés par les assemblées générales d'associés dans les conditions prévues pour la modification des statuts et selon les dispositions réglementaires.

Ils comportent l'obligation, pour les associés, de procéder aux achats ou aux cessions d'actions nécessaires pour réaliser le regroupement.

Si le ou les associés ayant pris cet engagement et ne le remplissent pas, les opérations de regroupement peuvent être annulées à la demande de tout intéressé. Dans ce cas, les achats et les ventes de rompus peuvent être annulés à la demande des associés qui y ont procédé ou de leurs ayants cause, à l'exception des associés défaillants, sans préjudice de tous dommages-intérêts s'il y a lieu.

La valeur nominale des actions regroupées ne peut être supérieure à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat.

Pour faciliter ces opérations, la Société doit, avant la décision de l'assemblée générale, obtenir d'un ou de plusieurs associés l'engagement de servir pendant un délai de deux ans, au prix fixé par l'assemblée, la contrepartie tant à l'achat qu'à la vente des offres portant sur les rompus ou des demandes tendant à compléter le nombre de titres appartenant à chacun des associés intéressés.

A l'expiration du délai fixé par le décret, les actions non présentées en vue de leur regroupement perdent leur droit de vote et leur droit au dividende est suspendu.

Les dividendes dont le paiement a été suspendu sont, en cas de regroupement ultérieur, versés aux propriétaires des actions anciennes dans la mesure où ils n'ont pas été atteints par la prescription.

Lorsque les propriétaires de titres n'ont pas la libre administration de leurs biens, la demande d'échange des anciens titres et les achats ou cessions de rompus nécessaires pour réaliser le regroupement sont assimilés à des actes de simple administration, sauf si les nouveaux titres sont demandés sous la forme au porteur en échange de titres nominatifs.

Les titres nouveaux présentent les mêmes caractéristiques et confèrent de plein droit et sans l'accomplissement d'aucune formalité les mêmes droits réels ou de créance que les titres anciens qu'ils remplacent.

Les droits réels et les nantissements sont reportés de plein droit sur les titres nouveaux attribués en remplacement des titres anciens qui en sont grevés.

6 - Sauf interdiction légale, il sera fait masse, au cours de l'existence de la Société ou lors de sa liquidation, entre toutes les actions des exonérations et imputations fiscales ainsi que de toutes taxations susceptibles d'être supportées par la Société, avant de procéder à toute répartition ou

BP

remboursement, de telle manière que, compte tenu de la valeur nominale et de leur jouissance respectives, les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

ARTICLE 13 - Forme des valeurs mobilières

Si la société ne procède pas à une offre au public dans les conditions prévues par la Loi, les valeurs mobilières émises par celle-ci sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 14 - Libération des actions

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

TITRE IV
CESSION - TRANSMISSION - LOCATION D'ACTIONS

ARTICLE 15 - Dispositions communes applicables aux cessions d'actions

Sous réserve des dispositions légales en vigueur, les actions ainsi que tous droits préférentiel de souscription ou d'attribution de toute valeur mobilière composée sont librement négociables après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ou l'inscription modificative si elles proviennent d'une augmentation de capital, dans le respect de tout accord statutaire et extrastatutaire signé entre les associés existants de la Société, les actions non libérées des versements exigibles n'étant pas admises au transfert.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social. La cession des actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

ARTICLE 16 - Modifications dans le contrôle d'un associé

BD

1. En cas de modification au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au membre du Président dans un délai de quinze (15) jours du changement de contrôle. Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux contrôlaires.

Si cette procédure n'est pas respectée, la Société associée dont le contrôle est modifié pourra être exclue de la Société dans les conditions prévues à l'article « Exclusion d'un associé ».

2. Dans le délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de la Société associée dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article « Exclusion d'un associé ». Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la Société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

ARTICLE 17 - Exclusion d'un associé

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ;
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ou de salarié de la Société pour faute grave ou lourde ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé.

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des deux tiers des voix des associés disposant du droit de vote ; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

- convocation de l'associé concerné à une réunion préalable des associés tenue au plus tard huit (8) jours avant la date prévue pour la consultation des associés sur la décision d'exclusion afin de lui permettre de présenter ses observations et de faire valoir ses arguments en défense soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de son ou de ses représentants légaux.

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé. Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

BO

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les quinze (15) jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 18 - Nullité des cessions d'actions

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

TITRE V- ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 19 - Président de la Société

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non, de la Société.

1. Désignation

Le Président est désigné par décision collective des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

2. Durée des fonctions

Le Président est nommé pour une durée de trois (3) ans.

3. Révocation ad nutum

Le Président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés prise à la majorité des deux tiers des voix des associés présents ou représentés et disposant du droit de vote. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- exclusion du Président associé ;
- interdiction bancaire, interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

4. Rémunération

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des associés.

BD

5. Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le Président n'a pas la qualité pour décider ou autoriser l'émission d'obligations, les présents statuts réservant ce pouvoir à l'assemblée générale.

ARTICLE 20 - Directeur Général

1. Désignation

La collectivité des associés peut nommer un Directeur Général qui assistera le Président.

La nomination d'un Directeur Général est prise à la majorité des deux tiers des voix des associés présents ou représentés et disposant du droit de vote.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général, personne physique, peut bénéficier d'un Contrat de travail au sein de la Société.

2. Durée des fonctions

La durée et la nature des fonctions du Directeur Général sont fixées dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision collective des associés prise dans les mêmes conditions que la nomination. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- exclusion du Directeur Général associé ;
- interdiction bancaire, interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

3. Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération éventuelle qui résulte de son Contrat de travail.

BO

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure des statuts.

4. Pouvoirs

Le Directeur Général dispose des pouvoirs tels que fixés par la décision de nomination ou par une décision ultérieure des associés de la Société.

ARTICLE 21 - Représentation sociale

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits prévus par l'article L. 2323-67 du Code du travail auprès du Président.

Le Comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

TITRE VI- CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 22 - Conventions entre la Société et ses dirigeants

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance du président dans le mois de sa conclusion.

Le Président présente aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Tout associé a le droit d'obtenir communication des conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 23 - Commissaires aux comptes

La collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à la collectivité des associés, statuant dans les conditions requises pour les décisions ordinaires ou extraordinaires, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si elle le juge opportun.

BO

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

TITRE VII - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 24 - Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la Société ;
- modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation du Président ;
- nomination, fixation des pouvoirs, rémunération, révocation du Directeur Général ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote.

ARTICLE 25 - Règles de majorité

Sauf stipulations spécifiques contraires et expresses des présents statuts, les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité des deux tiers des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Sous la même réserve, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Toutefois, la Société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir.

BP

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission (article L. 225-130, al. 2 du Code de commerce) ;
- la prorogation ou la dissolution de la Société ;
- la transformation de la Société en Société d'une autre forme.

ARTICLE 26 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés. Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée, à zéro heure, heure de Paris.

Il ne sera tenu compte d'aucun transfert de propriété des titres intervenant pendant ce délai de trois jours ouvrés.

ARTICLE 27 - Assemblées

Les associés sont convoqués huit (8) jours au moins avant la réunion de l'assemblée par tous moyens, sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Toutefois, tout associé disposant de plus de 5% du capital peut demander la convocation d'une assemblée.

ARTICLE 28 - Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'Assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de Séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations

BD

communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

ARTICLE 29 - Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés huit (8) jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires au comptes, si la société en est dotée.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

ARTICLE 30 - Droit de communication des associés

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

TITRE VIII - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DU RESULTATS

ARTICLE 31 - Etablissement et approbation des comptes annuels

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée.

BD

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 32 - Affectation et répartition des résultats

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE IX- LIQUIDATION - DISSOLUTION - CONTESTATIONS

ARTICLE 33 - Dissolution - Liquidation de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

BD

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 34 - Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au tribunal de commerce du lieu du siège social.

* * *

BD